NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GENERALE

A/36/99
S/14373
12 février 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
CHINOIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-sixième session
LA SITUATION AU KAMPUCHEA

CONSEIL DE SECURITE
Trente-sixième année

Lettre datée du 10 février 1981, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joints des extraits de la déclaration qu'a faite le Premier Ministre du Conseil d'Etat de la République populaire de Chine, Zhao Ziyang, lors d'une conférence de presse tenue le 1er février à Bangkok, alors qu'il se trouvait en visite officielle en Thaïlande, du 30 janvier au 2 février 1981, à la tête d'une délégation chinoise.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire reproduire les propos du Premier Ministre comme document officiel de l'Assemblée générale (au titre du point de l'ordre du jour intitulé "La situation au Kampuchea") et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la
République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) LING Qing

ANNEXE

EXTRAIT DE LA CONFERENCE DE PRESSE TENUE PAR LE PREMIER MINISTRE CHINOIS ZHAO ZIYANG LE 1er FEVRIER 1981 A BANGKOK

On trouvera ci-après des extraits de la conférence de presse, tenue le 1er février à Bangkok par le Premier Ministre du Conseil d'Etat de la République populaire de Chine, Zhao Ziyang, alors qu'il se trouvait en visite officielle, du 30 janvier au 2 février 1981 en Thaïlande, à la tête d'une délégation chinoise.

Commentant la proposition vietnamienne qui prévoit la convocation d'une réunion régionale entre les Etats de l'Indochine et ceux de l'ANASE, le Premier Ministre a déclaré ce qui suit :

Le Viet Nam a publié le 28 janvier 1981, sous le couvert d'une prétendue conférence des ministres des affaires étrangères des trois pays d'Indochine, un communiqué dans lequel il demandait que les Etats de l'Indochine et ceux de l'ANASE organisent entre eux une réunion régionale. Or il ne s'agit là que d'une réplique de la proposition en quatre points, présentée en juillet dernier à la Conférence de Vientiane qui n'apporte rien de nouveau.

Le fait que le Viet Nam, appuyé en cela par l'Union soviétique, ne cesse de tendre vers l'hégémonie régionale est la cause première du climat de tension qui règne en Asie du Sud-Est et ébranle la paix et la stabilité dans la région. L'occupation du Kampuchea par les forces militaires du Viet Nam, en sa mainmise sur le Laos et ses incursions répétées en Thaïlande, font peser de lourdes menaces sur la paix et la sécurité de toute l'Asie du Sud-Est. C'est là le fond du problème, et ce n'est pas en fabriquant une prétendue "menace chinoise" ou en lançant des accusations à l'adresse de l'ANASE, que l'on changera quoi que ce soit à cette réalité.

Cette hypocrite proposition des autorités vietnamiennes va plus loin qu'il n'y paraît et vise les buts suivants :

Tout d'abord flatter la communauté internationale pour l'amener à admettre que l'Indochine relève de la sphère d'influence vietnamienne;

Deuxièmement, circonvenir les pays de l'ANASE de telle sorte qu'ils reconnaissent de facto le régime Heng Samrin;

Troisièmement, se servir de la "conférence entre les deux groupes d'Etats" pour contrer, en lui en substituant une autre, la résolution adoptée à l'Assemblée générale à sa trente-cinquième session, aux termes de laquelle il a été décidé de convoquer une conférence internationale;

Enfin, travestir les origines de la tension en Asie du Sud-Est et détourner la condamnation internationale.

/...

En ce qui concerne la conclusion d'accords bilatéraux entre les trois pays d'Indochine et la Chine, on sait que les peuples chinois et vietnamien sont depuis longtemps unis par des liens d'amitié et que la Chine n'a jamais cessé de s'employer à entretenir des relations cordiales avec les autres pays indochinois. Non seulement un tel climat est favorable à la Chine qui peut travailler à se moderniser, et aux pays indochinois, qui peuvent reconstituer et développer leur économie nationale, mais encore il contribue à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est. Le Gouvernement chinois affirme depuis longtemps que rien ne s'opposera au rétablissement immédiat des relations normales avec le Viet Nam si ce dernier retire la totalité de ses forces militaires du Kampuchea, si son Gouvernement renonce à ses visées de domination sur l'Indochine et d'expansion en Asie du Sud-Est et s'il n'accepte plus que l'Union soviétique se serve du territoire vietnamien comme d'une base à partir de laquelle exercer sa poussée vers le sud. Les responsables vietnamiens ne cherchent qu'à abuser l'opinion mondiale lorsqu'ils parlent de signer des accords bilatéraux alors qu'il continuent à mener une politique d'expansion et d'agression.

Le Gouvernement chinois est prêt à travailler avec les pays de l'ANASE à la mise en oeuvre de la résolution adoptée à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale. Il a très clairement fait savoir que lorsque toutes les troupes vietnamiennes auront évacué le Kampuchea, la Chine se joindra aux pays intéressés - Viet Nam compris - pour veiller, sous garantie internationale, à ce que le territoire kampuchéen ne soit pas la cible d'agressions, ne serve pas de tremplin à partir duquel il puisse être porté atteinte à l'indépendance et à la souveraineté d'autres pays de la région et à prévenir toute ingérence sous quelque forme que ce soit dans les affaires intérieures de ce pays. C'est là la voie qu'il convient de suivre pour préserver la paix et la stabilité du Sud-Est asiatique.